



CHAPITRE 87

Loi modifiant la charte de la ville de Québec

[Sanctionnée le 4 avril 1968]

Préambule.

ATTENDU que la ville de Québec a, par sa pétition, représenté qu'il est dans son intérêt et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 19 George V, chapitre 95, et les lois qui la modifient, soient de nouveau modifiées;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1929, c. 95, a. 202, mod.

1. L'article 202 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par l'article 12 de la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 58, est modifié en remplaçant le paragraphe 2 par le suivant:

Évaluation de nouvelles constructions.

« 2. Après le 1er mars de chaque exercice financier et à compter de l'année 1963, après le 1er décembre de chaque exercice financier, les estimateurs fixent la valeur réelle:

a) de tout bâtiment dont la construction est terminée et qui est prêt à être occupé en entier ou en partie,

b) des immeubles comprenant les bâtiments qui ont été modifiées ou changées, et qui n'ont pas été évalués lors du dépôt du rôle d'évaluation.

Rapport.

Ils font rapport de cette estimation au chef estimateur en y indiquant la date à laquelle la construction du bâtiment a été terminée ou à laquelle celui-ci a été prêt à être occupé comme susdit, ou la date de la

CHAPTER 87

An Act to amend the charter of the city of Québec

[Assented to 4th April 1968]

Preamble.

WHEREAS the city of Québec has by its petition represented that it is in its interest and necessary for the proper administration of its affairs that its charter, the act 19 George V, chapter 95, and the acts amending it, be again amended;

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 202 of the act 19 George V, chapter 95, replaced by section 12 of the act 10-11 Elizabeth II, chapter 58, is amended by replacing subsection 2 by the following:

1929, c. 95, s. 202, am.

“2. After the first of March in each fiscal year and, from the year 1963, after the 1st of December in each fiscal year, the assessors shall determine the real value:

Valuation of new buildings.

(a) of every building the construction of which is completed and which is ready to be occupied wholly or partly,

(b) of immovables including the buildings which have been altered or changed, and which have not been assessed at the time of the deposit of the valuation roll.

They shall make a report of this valuation to the chief assessor, indicating therein the date on which the construction of the building was terminated or on which the building was ready to be occupied as

Report.

fin des modifications ou changements des bâtisses.

Plainte.

Dans ces cas, le chef estimateur donne avis, par lettre recommandée, au propriétaire intéressé, des modifications qu'il apporte au rôle d'évaluation et le propriétaire peut, dans les trente jours suivants, porter une plainte au bureau de revision des évaluations, dont le secrétaire doit immédiatement transmettre copie au chef estimateur.

Modification en même temps qu'avis.

En même temps que le chef estimateur donne avis au propriétaire des modifications apportées au rôle d'évaluation, le rôle d'imposition est également modifié et le propriétaire est tenu de payer les taxes résultant des entrées faites au rôle d'évaluation, avec en plus les intérêts, s'il y a lieu, conformément à l'article 273.

Remboursement.

S'il y a eu plainte et que, par décision du bureau de revision ou du tribunal d'appel, le rôle d'évaluation doit être modifié en faveur du plaignant, la ville rembourse la différence entre les taxes payées et le montant dû, avec les intérêts au taux prévu à l'article 273, pour la période comprise entre la date du paiement et celle du remboursement; en pareil cas, la ville tient compte de l'escompte accordé au contribuable qui a payé ses taxes avant échéance.

Changements.

Sur délivrance du certificat émis par le bureau de revision au cas de plainte, les changements nécessaires doivent être faits par le chef estimateur au rôle d'évaluation et par le trésorier au rôle d'imposition.

Avis au propriétaire.

Pour les fins du présent paragraphe, l'avis prescrit est donné au propriétaire de l'immeuble au sujet duquel une nouvelle estimation a été faite et dont le nom est inscrit au rôle d'évaluation en vigueur; mais, si le propriétaire enregistré n'est pas celui inscrit au rôle, l'avis lui est aussi adressé.

Immeubles non imposables.

Si un immeuble inscrit au rôle d'évaluation comme immeuble non imposable est subseqüemment vendu, après le dépôt d'un rôle d'évaluation, une nouvelle estimation de cet immeuble est faite, le nom du nouveau propriétaire enregistré est inscrit, et la procédure décrite dans le cas des nouvelles constructions et des modifi-

aforesaid, or the date of the completion of the alterations or changes of the buildings.

In such cases, the chief assessor shall give notice by registered letter to the proprietor concerned of the changes made by him to the valuation roll and the proprietor may, within the following thirty days, file a complaint with the board of revision of valuation, the secretary of which shall immediately forward a copy to the chief assessor.

Complaint.

At the same time as the chief assessor gives notice to the proprietor of the amendments made to the valuation roll, the taxation roll shall also be amended and the proprietor shall be bound to pay the taxes resulting from the entries made in the valuation roll, with interest if any is due, in accordance with section 273.

Amendment at time of notice.

If a complaint has been made and, by a decision of the board of revision or of the appeal tribunal, the valuation roll must be amended in favour of the complainant, the city shall repay the difference between the taxes paid and the amount due, with interest at the rate contemplated in section 273, for the period between the date of payment and that of repayment; in such cases, the city shall take into account the discount granted to the ratepayer who has paid his taxes before they were due.

Repayment.

On delivery of the certificate issued by the board of revision in case of complaint, the necessary changes shall be made in the valuation roll by the chief assessor and by the treasurer in the taxation roll.

Changes.

For the purposes of this subsection, the prescribed notice shall be given to the proprietor of the immovable as to which a new valuation has been made and whose name is entered on the valuation roll in force; but if the registered proprietor is not the one entered on the roll, the notice shall also be addressed to him.

Notice to proprietor.

If an immovable property entered on the valuation roll as an exempt immovable property is subsequently sold, after the deposit of a valuation roll, a new valuation of this immovable property shall be made, the name of the new registered proprietor shall be entered, and the procedure applying to new construc-

Sale of exempt property.

cations aux immeubles existants est suivie. »

1929, c. 95, a. 216, mod. **2.** L'article 216 de ladite loi, remplacé par l'article 4 de la loi 15-16 George VI, chapitre 63, et modifié par l'article 15 de la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 58, est de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe *b* par le suivant :

Paiement lorsqu'il y a plainte. « *b*) Lorsqu'il y a plainte devant le bureau de revision, le propriétaire doit payer les taxes résultant des entrées faites au rôle d'évaluation, avec en plus les intérêts, s'il y a lieu, conformément à l'article 273.

Remboursement au cas de décision favorable au plaignant. Si la décision du bureau de revision ou du tribunal d'appel est favorable au plaignant, le rôle d'évaluation est modifié et la ville rembourse la différence entre le montant dû et les taxes payées, avec les intérêts au taux prévu à l'article 273, pour la période comprise entre la date du paiement et celle du remboursement. »

1929, c. 95, a. 272a, aj. **3.** Ladite loi est modifiée en ajoutant après l'article 272 le suivant :

Paiements annuels. « **272a.** Toutes les taxes sont payables annuellement et à l'époque fixée par la loi ou les règlements du conseil. »

1929, c. 95, a. 332c, remp. **4.** L'article 332c de ladite loi, édicté par l'article 2 de la loi 12-13 Elizabeth II, chapitre 69, est remplacé par le suivant :

Emprunt autorisé. « **332c.** Sous réserve de l'approbation de la Commission municipale de Québec et du ministre des affaires municipales, la ville est autorisée à emprunter annuellement la somme de \$600,000 pour la construction et le remplacement de pavages permanents. »

1929, c. 95, a. 332d, aj. **5.** Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 332c, le suivant :

Emprunt autorisé. « **332d.** Sous réserve de l'approbation de la Commission municipale de Québec et du ministre des affaires municipales, la ville est autorisée à emprunter annuellement, par règlement, la somme de \$1,000,000 pour des dépenses d'immobilisation. »

tions and to alterations to existing immoveable property shall be followed."

2. Section 216 of the said act, replaced by section 4 of the act 15-16 George VI, chapter 63, and amended by section 15 of the act 10-11 Elizabeth II, chapter 58, is again amended by replacing paragraph *b* by the following :

1929, c. 95, s. 216, am. " *(b)* When a complaint is made to the Board of Revision, the proprietor shall pay the taxes resulting from the entries made in the valuation roll, with interest if any is due, in accordance with section 273.

Repayment when complaint succeeds. If the Board of Revision or the appeal tribunal finds in favour of the complainant, the valuation roll shall be changed and the city shall repay the difference between the amount due and the taxes paid, with interest at the rate contemplated in section 273, for the period between the date of payment and that of repayment."

3. The said act is amended by adding after section 272 the following :

1929, c. 95, s. 272a, added. Annual payments. " **272a.** All the taxes shall be payable annually and at the time fixed by law or by the by-laws of the council."

4. Section 332c of the said act, enacted by section 2 of the act 12-13 Elizabeth II, chapter 69, is replaced by the following :

1929, c. 95, s. 332c, replaced. " **332c.** Subject to the approval of the Québec Municipal Commission and of the Minister of Municipal Affairs, the city is authorized to borrow annually a sum of \$600,000 for the construction and replacement of permanent pavings."

5. The said act is amended by inserting after section 332c the following :

1929, c. 95, s. 332d, added. " **332d.** Subject to the approval of the Québec Municipal Commission and of the Minister of Municipal Affairs, the city is authorized to borrow annually, by by-law, a sum of \$1,000,000 for capital expenditures."

1929, c.
95, a. 511,
rempl.

6. L'article 511 de ladite loi, remplacé par l'article 7 de la loi 12-13 Elizabeth II, chapitre 69, est de nouveau remplacé par le suivant:

Introduc-
tion
d'eau, etc.

« **511.** La ville pourra introduire l'eau de l'aqueduc et le drainage dans toutes les rues de la ville où le revenu de l'eau égalera au moins 6% du coût de l'introduction de l'eau et du drainage.

Applica-
tion.

Le présent article s'applique aussi lorsque la ville décide de remplacer des tuyaux d'aqueduc ou de drainage, pourvu cependant que le montant annuel de \$800,000 édicté ci-dessous ne soit jamais dépassé. »

1929, c.
95, a. 512,
rempl.

7. L'article 512 de ladite loi, remplacé par l'article 8 de la loi 12-13 Elizabeth II, chapitre 69, est de nouveau remplacé par le suivant:

Emprunt
autorisé.

« **512.** Pour les fins de l'article 511, la ville est autorisée à emprunter annuellement, sur résolution de son conseil, une somme n'excédant pas \$800,000. »

1929, c.
95, a.
546a,
rempl.

8. L'article 546a de ladite loi, édicté par l'article 20 de la loi 11 George VI, chapitre 78, et remplacé par l'article 74 de la loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 81, est de nouveau remplacé par le suivant:

Billet
d'assigna-
tion.

« **546a.** Dans les cas de stationnement ou d'arrêt d'un véhicule en contravention aux règlements municipaux relatifs à la circulation et au stationnement, l'agent de la paix constatant cette infraction peut remplir, là où ladite infraction a été commise, un billet d'assignation indiquant la nature de l'infraction, et remettre au conducteur du véhicule ou déposer dans un endroit apparent dudit véhicule une copie de ce billet et en apporter l'original au service de la police de la ville.

Paiement
pour
éviter
plainte.

Toute personne en possession de cet avis peut éviter qu'une plainte soit faite contre elle, en se présentant au service de la police de la ville et en y payant la pénalité fixée par les règlements municipaux qui ne peut excéder \$15. Le paiement de ladite amende et le reçu qui lui en est donné libèrent ladite personne de toute autre

6. Section 511 of the said act, replaced by section 7 of the act 12-13 Elizabeth II, chapter 69, is again replaced by the following:

1929, c.
95, s. 511,
replaced.

« **511.** The city may introduce drains and water from the waterworks into all the streets of the city in which the revenue from the water will equal at least 6% of the cost of the introduction of the drains and water.

Introduc-
tion of
water, etc.

This section shall also apply whenever the city may decide to replace the waterworks pipes or the drainage pipes, provided, however, that the annual amount of \$800,000 hereinafter prescribed be never exceeded."

Applica-
tion.

7. Section 512 of the said act, replaced by section 8 of the act 12-13 Elizabeth II, chapter 69, is again replaced by the following:

1929, c.
95, s. 512,
replaced.

« **512.** For the purpose of section 511, the city is authorized to borrow each year, by resolution of its council, a sum not to exceed \$800,000."

Loan
author-
ized.

8. Section 546a of the said act, enacted by section 20 of the act 11 George VI, chapter 78, and replaced by section 74 of the act 13-14 Elizabeth II, chapter 81, is again replaced by the following:

1929, c.
95, s.
546a,
replaced.

« **546a.** In cases of parking or stopping of a vehicle in violation of the municipal by-laws relating to traffic and parking, the police officer observing such infraction may fill out, at the place where such infraction has been committed, a notice of summons stating the nature of the infraction, and shall deliver to the driver of the vehicle or deposit in a conspicuous place on the said vehicle a copy of such notice and bring the original thereof to the city police department.

Notice
of sum-
mons.

Any person in possession of such notice may avoid the lodging of a complaint against him, by presenting himself at the city police department and by paying thereat the penalty fixed by the municipal by-laws, which shall not exceed \$15. The payment of said fine and the receipt therefor given to him shall free the said

Payment
to avoid
com-
plaint.

pénalité relativement à l'infraction par elle commise.

Émission
de som-
mation.

Une sommation peut être émise par la Cour municipale si la personne en possession de cet avis refuse ou néglige de s'y conformer dans le délai qui y est mentionné.

Force
probante
du rap-
port de
l'agent de
la paix.

Lorsqu'une personne est assignée à comparaître pour une contravention aux règlements relatifs à la circulation et au stationnement et qu'elle fait défaut de comparaître, le rapport de l'agent de la paix fait preuve *prima facie* de la contravention, sans qu'il soit nécessaire de prouver la signature de l'agent de la paix et sa nomination.

Significa-
tion par
la poste.

La signification d'une sommation pour une contravention à un règlement relatif au stationnement peut être faite en l'adressant par poste recommandée à l'adresse donnée au Bureau des véhicules automobiles par le propriétaire du véhicule avec lequel la contravention a été commise. »

1959/60,
c. 100, a.
19, ab.

9. L'article 19 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 100, est abrogé.

1966/67,
c. 85, a.
57, remp.

10. L'article 57 de la loi 15-16 Elizabeth II, chapitre 85, est remplacé par le suivant :

Change-
ments,
etc.
prohibés.

« **57.** Aucune modification, transformation ou addition ne peut être faite, sauf par la ville pour fins municipales, aux immeubles situés sur une lisière de 400 pieds de largeur de chaque côté de la rivière Saint-Charles, jusqu'à ce que le plan définitif de l'aménagement de ses rives soit définitivement approuvé par le conseil.

Approba-
tion.

Le conseil peut approuver définitivement un plan pour un secteur par lui déterminé.

Calcul de
largeur.

La lisière de 400 pieds de largeur de chaque côté de la rivière Saint-Charles est calculée depuis la ligne cadastrale qui sépare le lit de cette rivière de la propriété riveraine.

Améliora-
tions au-
torisées.

Avec l'autorisation préalable du comité exécutif de la ville, il est permis d'apporter des améliorations aux bâtisses existantes dans cette lisière de 400 pieds de largeur de chaque côté de la rivière Saint-Charles, mais la ville n'est pas tenue d'en indem-

person from any other penalty in connection with the infraction committed by him.

A summons may be issued by the Municipal Court if the person in possession of such notice refuses or fails to conform thereto within the delay therein mentioned.

Summons.

When a person is summoned to appear for an infringement of the by-laws relating to traffic and parking and fails to appear, the report of the police officer shall be *prima facie* proof of the infringement without its being necessary to prove the signature of the police officer and his appointment.

Police
officer's
report
makes
proof.

The service of a summons for an infringement of a by-law relating to parking may be made by sending it by registered mail to the address given to the Motor Vehicle Bureau by the owner of the vehicle with which the infringement was committed."

Summons
by mail.

9. Section 19 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 100, is repealed.

1959/60,
c. 100,
s. 19,
repealed.

10. Section 57 of the act 15-16 Elizabeth II, chapter 85, is replaced by the following :

1966/67,
c. 85,
s. 57,
replaced.

"**57.** No alteration, conversion or addition shall be made, except by the city for municipal purposes, to the immovables situated on a strip 400 feet wide, along each side of the river St. Charles, before the final development plan of its banks has been definitively approved by the council.

Alterations,
etc.
prohibited.

The council may definitively approve a plan for one sector determined by it.

Approval.

The strip 400 feet wide along each side of the river St. Charles shall be measured from the cadastral line which separates the bed of such river from the bordering property.

Measure-
ment of
width.

With the previous authorization of the executive committee of the city, improvements may be made to existing buildings within such strip 400 feet wide along each side of the river St. Charles, but the city shall not be bound to indem-

Improve-
ments au-
thorized.

niser le propriétaire du bâtiment ou la personne qui les a faites si elle acquiert ce bâtiment plus de cinq ans après avoir donné l'autorisation de faire les améliorations. »

nify therefor the proprietor of the building or the person who made them if it acquires such building more than five years after having authorized the improvements."

Emprunts
autorisés.

11. Sous réserve de l'approbation de la Commission municipale de Québec et du ministre des affaires municipales, la ville de Québec est autorisée à emprunter les sommes suivantes:

- a) \$130,000 pour l'achat d'équipement nécessaire à la protection contre l'incendie;
- b) \$300,000 pour améliorer le système d'éclairage des rues et parcs publics de la ville;
- c) \$500,000 pour le remplacement et l'installation de signaux de circulation.

11. Subject to the approval of the Québec Municipal Commission and of the Minister of Municipal Affairs, the city of Québec is authorized to borrow the following sums:

- (a) \$130,000 for the purchase of equipment necessary for fire protection;
- (b) \$300,000 to improve the lighting system of the streets and public parks of the city;
- (c) \$500,000 for the replacement and installation of traffic signals.

Author-
ization to
borrow.

Émission
d'obligations.

12. Pour les fins de l'article précédent, la ville peut émettre, par règlement du conseil, des obligations sur lesquelles l'intérêt sera payable annuellement ou semi-annuellement, et qui seront remboursables par séries dans une période n'excédant pas vingt ans. Ces obligations peuvent aussi être émises avec fonds d'amortissement.

12. For the purposes of the preceding section, the city, by by-law of the council, may issue bonds the interest on which shall be payable yearly or half-yearly and which shall be redeemable in series within a period of not more than twenty years. Such bonds may also be issued with a sinking-fund.

Issue of
bonds.

Emprunts
autorisés.

13. Sous réserve de l'approbation de la Commission municipale de Québec et du ministre des affaires municipales, la ville de Québec est autorisée à emprunter les sommes suivantes:

- a) \$50,000 pour contribuer à la restauration des immeubles situés dans le vieux Québec;
- b) \$600,000 pour l'acquisition à l'amiable ou par expropriation des immeubles requis pour l'élargissement du parc Cartier-Brébeuf;
- c) \$600,000 pour la construction d'un bâtiment devant servir au remisage et à la réparation des voitures de la ville et à l'exécution de travaux de réparation des biens mobiliers de la ville, sous la juridiction de l'ingénieur des travaux publics;
- d) \$500,000 pour doter la ville d'un nouveau fondeur à neige, y compris l'achat du terrain requis;
- e) \$1,000,000 pour l'ouverture et le pavage de rues et l'établissement des services d'aqueduc et d'égouts dans le territoire de la Colline parlementaire

13. Subject to the approval of the Québec Municipal Commission and of the Minister of Municipal Affairs, the city of Québec is authorized to borrow the following sums:

- (a) \$50,000 to contribute to the restoration of the immoveables situated in old Québec;
- (b) \$600,000 for the acquisition by agreement or expropriation of the immoveables required for the enlargement of Cartier-Brébeuf park;
- (c) \$600,000 for the construction of a building to be used for the storage and repairing of the city's vehicles and for the repair of the moveable property of the city, under the jurisdiction of the public works engineer;
- (d) \$500,000 to provide the city with a new snow melter, including the purchase of the necessary land;
- (e) \$1,000,000 for the opening and paving of streets and the establishment of waterworks and sewer services in the territory of Parliament Hill described in

Author-
ization to
borrow.

décrit à l'annexe I de la loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 83;

f) \$3,000,000 pour l'acquisition et l'aménagement des terrains situés dans l'aire numéro 3;

g) \$2,000,000 pour le réaménagement et la rénovation de l'aire numéro 10;

h) \$800,000 pour l'aménagement de parcs et centres de loisirs;

i) \$1,000,000 pour le raccordement du boulevard des Capucins au boulevard Montmorency et l'acquisition des immeubles requis à cette fin;

j) \$100,000 pour étude des travaux de réaménagement et de rénovation requis dans l'aire numéro 4 et dans une partie du territoire compris dans la paroisse de Saint-Zéphirin de Stadacona;

k) \$1,000,000 pour l'achat de terrains destinés à la réalisation de projets de logements à loyers modiques;

l) \$1,000,000 pour l'aménagement de terrains de stationnement et l'acquisition des terrains requis à cette fin.

schedule I to the act 13-14 Elizabeth II, chapter 83;

(f) \$3,000,000 for the acquisition and development of the lands situated in area number 3;

(g) \$2,000,000 for the redevelopment and renovation of area number 10;

(h) \$800,000 for the development of parks and recreational centres;

(i) \$1,000,000 for the connecting of des Capucins boulevard with Montmorency boulevard and the acquisition of the immovables required for such purpose;

(j) \$100,000 for the study of the redevelopment and renovation works required in area number 4 and in a portion of the territory comprised in the parish of St. Zéphirin de Stadacona;

(k) \$1,000,000 for the purchase of land for the carrying out of low-rental housing projects;

(l) \$1,000,000 for the development of parking grounds and the acquisition of the land required for such purpose.

Émission
d'obligations.

14. Pour les fins de l'article précédent, la ville peut émettre, par règlement du conseil, des obligations sur lesquelles l'intérêt sera payable annuellement ou semi-annuellement, et qui seront remboursables par séries dans une période n'excédant pas quarante ans. Ces obligations peuvent aussi être émises avec fonds d'amortissement.

14. For the purposes of the preceding section the city may issue, by by-law of the council, bonds on which the interest shall be payable yearly or half-yearly, and which shall be redeemable in series within a period of not more than forty years. Such bonds may also be issued with a sinking-fund.

Issue of
bonds.

Délai
prolongé.

15. Pour l'exercice financier 1968/69, les règlements qui concernent l'imposition des taxes peuvent être valablement soumis au conseil entre le 1er mars et le 1er mai.

15. For the fiscal year 1968/69, the by-laws respecting imposition of taxes may validly be submitted to the council between the 1st of March and the 1st of May.

Extension
of delay

Consolidation
de déficit.

16. Avec l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec et du ministre des affaires municipales, la ville est autorisée à consolider le déficit budgétaire de l'exercice financier 1968/69.

16. With the prior approval of the Québec Municipal Commission and of the Minister of Municipal Affairs, the city may consolidate the budgetary deficit for the fiscal year 1968/69.

Consolidation
of deficit.

Plan de
rénovation
urbaine
autorisé.

17. Nonobstant toute disposition législative inconciliable, la ville est autorisée à préparer et à réaliser, aux conditions déterminées par le lieutenant-gouverneur en conseil, un plan de rénovation urbaine pour la partie de son territoire comprise

17. Notwithstanding any inconsistent legislative provision, the city may prepare and execute, upon the conditions fixed by the Lieutenant-Governor in Council, an urban renewal plan for that part of its territory comprised within the quadri-

Urban
renewal
plan au-
thorized.

dans le quadrilatère formé par le Boulevard Saint-Cyrille et les rues Saint-Augustin, Saint-Joachim et Saint-Eustache.

lateral formed by St. Cyrille boulevard and St. Augustin, St. Joachim and St. Eustache streets.

Vente de
certains
immeu-
bles au-
torisée.

18. Sous réserve de l'approbation de la Commission municipale de Québec et du lieutenant-gouverneur en conseil, la ville est autorisée à vendre de gré à gré ou à louer par bail emphytéotique les immeubles suivants:

a) le terrain connu comme étant la rue Stuart et qui s'étend depuis le Boulevard Saint-Cyrille jusqu'à la rue Saint-Joachim;

b) cette partie de la rue Saint-Patrice comprise entre les rues Saint-Eustache et Saint-Augustin;

c) tous les lots dont la ville est ou peut devenir propriétaire et qui sont compris dans le quadrilatère formé par le Boulevard Saint-Cyrille, les rues Saint-Augustin, Saint-Joachim et Saint-Eustache.

18. Subject to the approval of the Québec Municipal Commission and of the Lieutenant-Governor in Council, the city may sell by agreement or let by emphyteutic lease the following immovables:

(a) the land known as Stuart street which extends from St. Cyrille boulevard to St. Joachim street;

(b) that part of St. Patrice street comprised between St. Eustache and St. Augustin streets;

(c) all those lots of which the city is or may become the proprietor, comprised within the quadrilateral formed by St. Cyrille boulevard and St. Augustin, St. Joachim and St. Eustache streets.

Entrée en
vigueur.

19. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

19. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.